

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 2259

[S - C - 98/31377]

17 JUILLET 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'agrément des entreprises dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, notamment l'article 5, 5°;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises donné les 14 mai et 11 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 6 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, les chefs d'entreprise doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions qui régissent les contrats d'apprentissage et les conventions de stage avant le début de la prochaine année de formation fixé en septembre 1998;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chef d'entreprise introduit une demande d'agrément de l'entreprise auprès du délégué à la tutelle.

Sur proposition du délégué à la tutelle, l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé l'Institut, agréé l'entreprise pour former des apprentis ou des stagiaires.

Art. 2. L'entreprise est agréée pour une ou plusieurs professions déterminées en apprentissage ou en formation de chef d'entreprise. Toutefois, eu égard aux possibilités de formation propres à certaines professions, l'agrément peut porter sur certains points du programme de formation.

Art. 3. Moyennant le respect de conditions particulières d'agrément, pour pouvoir être agréée en tant qu'entreprise de formation dans une profession pouvant faire l'objet d'un apprentissage ou d'une formation de chef d'entreprise, l'entreprise doit :

1° être autorisée à exercer cette profession;

2° offrir toutes les garanties en matière d'organisation et d'équipement pour permettre la formation de l'apprenti ou du stagiaire conformément au programme de formation de la profession considérée;

3° s'engager à respecter les dispositions de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° désigner un moniteur qui répond aux conditions de l'article 4.

L'agrément des entreprises peut être subordonné à l'obligation pour le chef d'entreprise ou le moniteur visé à l'article 4 de suivre des séances de formation pédagogique complémentaire organisées à leur intention par l'Institut.

Art. 4. § 1^{er}. Le moniteur est :

1° soit le chef d'entreprise ou, lorsque l'entreprise est une personne morale, la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour la représenter;

2° soit un collaborateur désigné par le chef d'entreprise.

§ 2. Le moniteur doit :

1° être de conduite irréprochable;

2° être âgé de 25 ans accomplis;

3° posséder une formation ou une activité de 6 années au moins dans la profession.

§ 3. L'Institut peut, sur avis motivé du délégué à la tutelle, déroger aux conditions prévues au § 2, 2° et 3°. Toutefois, le moniteur ne peut être âgé de moins de 23 ans accomplis.

§ 4. Le moniteur qui est en possession du diplôme de chef d'entreprise délivré dans le cadre de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ne doit pas satisfaire aux conditions prévues au § 2, 2° et 3°. Toutefois, il ne peut être âgé de moins de 23 ans accomplis.

Art. 5. L'Institut, sur avis du délégué à la tutelle, eu égard à la capacité formative de l'entreprise, fixe le nombre d'apprentis ou de stagiaires pouvant être formés simultanément.

Art. 6. La proposition prévue à l'article 1^{er} doit être assortie d'un dossier comportant un rapport de visite de l'entreprise établi par le délégué à la tutelle et l'avis de ce dernier.

Ce dossier doit permettre de vérifier notamment que l'entreprise satisfait aux conditions d'agrément reprises à l'article 3.

Art. 7. La proposition doit être transmise à l'Institut dans le mois qui suit la date d'introduction de la demande du chef d'entreprise.

L'Institut statue sur la proposition au plus tard dans le mois de la réception du dossier et communique par écrit sa décision au chef d'entreprise.

Art. 8. L'Institut peut retirer l'agrément d'une entreprise après avis du délégué à la tutelle qui invite le chef d'entreprise à faire connaître ses observations éventuelles, lorsque :

1° les conditions visées à l'article 3 ne sont plus réunies;

2° l'entreprise a transmis de faux renseignements;

3° l'entreprise est exclue conformément à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° l'entreprise est exclue conformément à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

5° l'entreprise ne respecte pas le programme de formation;

6° au terme d'une période de 6 ans, aucun apprenti ou stagiaire n'a réussi l'épreuve pratique présentée en fin de formation.

Art. 9. Le retrait de l'agrément d'une entreprise entraîne:

1° le retrait de l'agrément des contrats d'apprentissage agréés moyennant le respect de la procédure prévue à l'article 25 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

2° la rupture des conventions de stage moyennant le respect de la procédure prévue à l'article 23 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 10. Le chef d'entreprise peut introduire un recours auprès de l'Administrateur général de l'Institut contre toute décision prise en application du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 réglant les recours et l'organisation et le fonctionnement de la Commission de recours dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 11. Les entreprises qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, occupent ou ont occupé au cours des deux dernières années un apprenti sous contrat d'apprentissage agréé ou un stagiaire dans le cadre d'une convention de stage conclue à l'initiative d'un centre de formation, sont agréées au sens du présent arrêté en tant qu'entreprises de formation dans la ou les professions concernées.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 13. Le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1998.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanent des Classes moyennes

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française

—————
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 2259

[S - C - 98/31377]

17 JULI 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschapsraad houdende toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord inzake de Permanente opleiding voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het Instituut voor permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, dat gesloten werd op 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en dat is goedgekeurd bij decreet van de Vergadering van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, inzonderheid op artikel 5, 5°;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van het Instituut voor permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, gegeven op 14 mei en 11 juni 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 6 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat het Instituut voor Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, de opleidingscentra, de toezichhoudende afgevaardigden en de bedrijfsleiders op de hoogte dienen te zijn van de nieuwe bepalingen houdende regeling van de leercontracten en stage-overeenkomsten vóór de aanvang van het volgende opleidingsjaar, vastgesteld op september 1998;

Overwegende dat bijgevolg de bekendmaking en inwerkingtreding van het besluit onverwijld dienen te gebeuren;
Op voordracht van het Lid van het College, belast met de Beroepsopleiding en de Permanente opleiding van de Middenklasse,

Besluit :

Artikel 1. De bedrijfsleider dient een aanvraag tot erkenning van de onderneming in bij de toezichthoudende afgevaardigde.

Op voorstel van de toezichthoudende afgevaardigde gaat het Instituut voor permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, hierna « het Instituut » genoemd, over tot de erkenning van de onderneming voor de opleiding van leerlingen of stagiairs.

Art. 2. De onderneming wordt erkend voor één of meerdere bepaalde beroepen voor de scholing of opleiding als bedrijfsleider. Gelet op de opleidingsmogelijkheden van bepaalde beroepen kan de erkenning evenwel slaan op bepaalde punten van het opleidingsprogramma.

Art. 3. Mits de inachtneming van bijzondere erkenningsvoorwaarden moet de onderneming, om te worden erkend als onderneming voor de opleiding in een beroep met scholing of opleiding als bedrijfsleider :

1° de toelating hebben om dat beroep uit te oefenen;

2° alle garanties bieden op het vlak van organisatie en uitrusting voor de opleiding van de leerling of de stagiair overeenkomstig het opleidingsprogramma voor het desbetreffende beroep;

3° zich verbinden tot de naleving van de bepalingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leercontracten in de Permanente opleiding voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen en het besluit van 17 juli 1998 betreffende de stage-overeenkomst in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen;

4° een monitor aanduiden die voldoet aan de voorwaarden in artikel 4.

De erkenning van de ondernemingen kan ondergeschikt worden gemaakt aan de verplichting voor de bedrijfsleider of de monitor bedoeld in artikel 4 om zittingen inzake bijkomende pedagogische opleiding te volgen die voor hen zijn georganiseerd door het Instituut.

Art. 4. § 1. De monitor is :

1° ofwel de bedrijfsleider of, wanneer de onderneming een rechtspersoon is, de fysieke persoon belast met het daadwerkelijke beheer van de onderneming en gemachtigd om haar te vertegenwoordigen;

2° ofwel een door de bedrijfsleider aangeduide medewerker.

§ 2. De monitor moet :

1° van onbesproken gedrag zijn;

2° 25 jaar oud zijn;

3° een opleiding of activiteit van minstens 6 jaren in het beroep achter de rug hebben.

§ 3. Het Instituut kan op een met redenen omkleed advies van de toezichthoudende afgevaardigde afwijken van de voorwaarden bedoeld in § 2, 2° en 3°. De monitor mag evenwel niet jonger dan 23 jaar zijn.

§ 4. De monitor die houder is van het diploma van bedrijfsleider uitgereikt in het raam van de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen dient niet te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in § 2, 2° en 3°. Hij mag evenwel niet jonger zijn dan 23 jaar.

Art. 5. Op advies van de toezichthoudende afgevaardigde en rekening houdend met de opleidingscapaciteit van de onderneming stelt het Instituut het aantal leerlingen of stagiairs vast dat tegelijkertijd kan worden opgeleid.

Art. 6. Het voorstel voorzien in artikel 1 moet vergezeld zijn van een dossier met een verslag van de inspectie van de onderneming, dat is opgesteld door de toezichthoudende afgevaardigde en het advies van laatstgenoemde.

Aan de hand van dit dossier moet met name kunnen worden nagegaan of de onderneming voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in artikel 3.

Art. 7. Het voorstel dient aan het Instituut te worden bezorgd binnen de maand die volgt op de datum van de indiening van de aanvraag van de bedrijfsleider.

Het Instituut beslist over het voorstel uiterlijk binnen de maand van de ontvangst van het dossier en deelt zijn beslissing schriftelijk mee aan de bedrijfsleider.

Art. 8. Het Instituut kan de erkenning van een onderneming intrekken na advies van de toezichthoudende afgevaardigde, die de bedrijfsleider vraagt om eventuele bemerkingen, wanneer :

1° aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3 niet langer werd voldaan;

2° de onderneming onjuiste inlichtingen heeft gegeven;

3° de onderneming uitgesloten is overeenkomstig het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leercontracten in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen;

4° de onderneming uitgesloten is overeenkomstig het besluit van 17 juli 1998 betreffende stage-overeenkomst in de Permanente opleiding voor de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen;

5° de onderneming zich niet houdt aan het opleidingsprogramma;

6° na afloop van een periode van 6 jaar geen enkele leerling of stagiair geslaagd is in de praktische proef aan het einde van de opleiding.

Art. 9. De intrekking van een erkenning van een onderneming leidt tot :

1° de intrekking van de erkenning van de leercontracten die zijn erkend mits de inachtneming van de procedure voorzien in artikel 25 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de leercontracten in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de verbreking van de stage-overeenkomsten mits inachtneming van de procedure voorzien in artikel 23 van het besluit van 17 juli 1998 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de stage-overeenkomst in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen .

Art. 10. De bedrijfsleider kan beroep indienen bij de Administrateur-generaal van het Instituut tegen elke beslissing genomen in toepassing van dit besluit overeenkomstig de bepalingen van het besluit van 17 juli 1998 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van de beroepen en de organisatie en de werking van de Beroepscommissie voor de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 11. De ondernemingen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in de loop van de twee jongste jaren een leerling onder een erkend leercontract of een stagiair onder een stage-overeenkomst die gesloten is op initiatief van een opleidingscentrum in dienst hebben (gehad), zijn erkend in de zin van dit besluit als ondernemingen voor de opleiding in het (de) desbetreffende beroep(en).

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 13. Het Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente opleiding van de Middenklasse is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 1998.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente opleiding van de Middenklasse

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie



F. 98 — 2260

[C - 98/31381]

17 JUILLET 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'agrément du délégué à la tutelle dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution,

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française, et la Région wallonne, approuvé par décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 18 décembre 1995, notamment l'article 5, 3°;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises donné les 14 mai et 11 juin 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 6 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles conditions d'agrément du délégué à la tutelle avant le début de la prochaine année de formation fixé en septembre 1998;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 7 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 17 juillet 1998;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre du Gouvernement wallon qui a la Formation dans ses attributions;

2° le Ministre-membre : le Ministre-membre du Collège de la Commission communautaire française qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions;

3° l'Institut : l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 2. Le Ministre et le Ministre-membre, chacun en ce qui le concerne, agréent le délégué à la tutelle, chargé des missions visées à l'article 3. Ils fixent, chacun en ce qui le concerne, le nombre de délégués à la tutelle en tenant compte notamment du nombre de contrats d'apprentissage et de conventions de stage en cours dans le ressort de chaque Service territorial.

Le délégué à la tutelle est un agent contractuel de l'Institut exerçant sa fonction à temps plein.

Art. 3. Le délégué à la tutelle a pour missions :

1° d'aider toute personne qui souhaite suivre une formation en alternance dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à s'orienter dans son choix professionnel ainsi que dans celui de l'organisme de formation;